

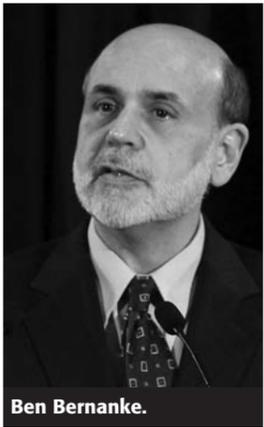
CETTE SEMAINE

Il y a un siècle, en 1911 : l'aube de la révolution mexicaine (page II)
10 numéros, 10 pays en un siècle : la Tunisie (page III)
Dossiers/Arguments : les institutions de la V^e République (page IV)

LA CHRONIQUE

“DES EFFETS LIMITÉS SUR LES MARCHÉS” ...

« Etant donné les fondamentaux qui devraient soutenir la demande dans l'immobilier, nous pensons que les problèmes dans le secteur des sub-primes auront très probablement des effets limités sur le marché. »



(Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale [la banque centrale] américaine, en mai 2007.)

Un visionnaire, ce Bernanke (et il ne fut pas le seul à faire ce genre de déclaration

à l'époque) ! En fait, la crise des sub-primes, ces prêts immobiliers à taux variable, objets des spéculations financières les plus sophistiquées, a entraîné, à l'automne 2008, tout le système financier mondial dans un effondrement inégalé depuis la crise de 1929.

Les gouvernements et les banques centrales (dont la Réserve fédérale américaine) ont mobilisé des sommes incalculables dans le monde entier pour sauver les banques. Ils se sont ensuite retournés vers les travailleurs pour en payer les intérêts, s'attaquant à tous les services publics, à tous les systèmes de protection sociale, plongeant des nations entières dans la faillite. La récession qui a suivi a causé la destruction de dizaines de millions d'emplois dans le monde. Et depuis 2008, chaque année, environ un million de familles américaines sont expulsées par les banques de leurs maisons, dont elles ne peuvent plus payer les traites... Bernanke, lui, occupe toujours le même bureau à Washington.

Yan Legoff

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un chanceux

— Ah ! vous en avez une chance d'avoir vécu jusqu'à 103 ans ! Vous verrez peut-être les retraites ouvrières, mon brave !
(Dessin de Jean Villemot paru dans *L'Assiette au Beurre*, mai 1906)

LA GRILLE DE LA SEMAINE

(Par Michel Bizien)

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2					■				■	
3										
4										
5					■				■	
6		■		■		■				
7										
8			■							■
9				■						
10					■					

Horizontalement

1. Parasitaire. 2. Géniteur. Têtu de père en fils. 3. Pas photocopiées. 4. Remercient. 5. Déesse antique. Tête d'espion. 6. Club de foot (France). Responsable du Sida. 7. Précision sur le numéro. Composé organique. 8. Pronom. Décoré. 9. Vague humaine. On y met le pied pour s'élever. 10. Sans bavure. Assaini.

Verticalement

A. Vol. B. Capitale. Va très bien avec lui. C. Commerçant. Phonétiquement accéléré. D. Prisons. E. Précède le pays producteur. Brunie. F. Envoi. G. Nin pour les intimes. Préfixe multiplicateur. H. Elle peut être mobile. I. Dans. Club de foot (Italie). J. Réjouissante. Ile.

Les solutions dans notre prochain numéro.

Il y a un siècle, en 1911

1. L'aube de la révolution mexicaine

L'Amérique latine sous le joug de la doctrine Monroe

En 1823, l'impérialisme américain définit ce qui a été appelé « la doctrine Monroe ». Sous prétexte de lutter contre les ingérences européennes, Washington instaurerait son hégémonie sur tout le continent américain, du nord au sud, de l'Alaska à la Patagonie. C'est au nom de cette doctrine qu'ont été menées, tout au long de ces presque deux siècles, une longue série ininterrompue d'interventions militaires frappant tous les pays du continent : à Porto Rico, en 1824, en Argentine, en 1831, en Argentine et au Nicaragua, en 1852-1853, au Nicaragua, en 1854, en Uruguay, en 1855, en Colombie, en 1860, de nouveau au Nicaragua, en 1867-1894-1896, au Chili et en Haïti, en 1891. En 1898, les Etats-Unis mettent en place un gouvernement militaire d'occupation à Cuba. En 1902, en vertu de l'amendement Platt, ils en conservent la tutelle, ainsi qu'un droit d'intervention, et se voient octroyer Guantanamo (qu'ils occupent toujours...). Et ainsi de suite, d'intervention en intervention, jusqu'à l'actuelle occupation d'Haïti sous couvert de l'ONU et au coup d'Etat fomenté au Honduras avec l'implication directe des services américains, en passant par le Chili de Pinochet, le coup d'Etat au Brésil en 1964, la Bolivie, l'Uruguay, les dix années de dictature en Argentine et les tentatives répétées de coups d'Etat contre Chavez au Venezuela... La doctrine Monroe s'est appliquée avec une brutalité particulière au Mexique, qui partage, avec les Etats-Unis, plus de 3 000 kilomètres de frontière commune. Frontière taillée dans la chair même de la nation mexicaine à l'issue d'une guerre impitoyable qui lui a arraché, en 1846-1848, la totalité des actuels Etats nord-américains de la Californie, du Nevada et de l'Utah, les deux tiers nord de l'Arizona, des parties du Nouveau-Mexique, du Wyoming et du Colorado qui vinrent s'ajouter au Texas, intégré aux Etats-Unis en 1846. Près de la moitié du territoire du Mexique a ainsi été annexé par les armes aux Etats-Unis. En novembre 1910, face à la révolution qui gronde, 20 000 soldats américains sont mobilisés à la frontière, des navires de guerre patrouillent face aux côtes mexicaines. En avril 1911, la révolution éclate. Sur son drapeau, un mot d'ordre : « *Tierra y libertad* » (« Terre et liberté »).

Jean-Pierre Raffi

Le 20 novembre 1910, « Jour de la révolution » au Mexique, est considéré comme le début de la révolution. Une première phase, « préparatoire » pourrait-on dire, débouche sur le renversement du gouvernement Porfirio Díaz, le 27 mai 1911. Elle s'étend ensuite sur près de sept ans, jusqu'au début de 1917, moment où se réalise le Congrès constituant.

Les prémices s'accumulaient déjà depuis longtemps. Durant les années qui précèdent l'explosion révolutionnaire, dans les villes, la population laborieuse subit une hausse incessante des prix des biens de consommation courante, des journées de douze à quatorze heures, six jours par semaine, le travail des enfants et des femmes, dans les pires conditions...

Dans le sillage de la crise bancaire de 1907 aux Etats-Unis, une crise financière frappe les banques mexicaines. L'industrie minière, troisième activité de main-d'œuvre, est frappée à son tour. L'effondrement du cours de l'argent métal fait perdre plus de la moitié du pouvoir d'achat aux salariés payés en pesos argent.

Dans les campagnes, les lois de la colonisation et celles dite « des terres incultes » confisquent les terres communales des villages, des petits et moyens propriétaires, les terres nationales, les cours d'eau. Mais loin de revenir aux paysans, ces terres sont revendues aux spéculateurs et aux grands propriétaires terriens (latifundiaires), étrangers et natifs.

Début janvier 1907, les grèves dans l'industrie textile dans les Etats de Sonora, de Veracruz, de Tlaxcala et de Puebla se terminent par des massacres. En 1906 et 1908, des soulèvements se produisent dans les Etats de Yucatán, Coahuila, Veracruz.

Le 15 avril 1910, Francisco Ignacio Madero, politicien bourgeois, démocrate, issu de l'une des familles les plus riches du Mexique, se lance dans une grande campagne électorale contre la réélection du dictateur Porfirio Díaz, sous le mot d'ordre « *Suffrage universel effectif ! Pas de réélections !* » Il est arrêté le 16 juin 1910, à la veille du vote. Le 26 juin, le résultat officiel des élections donne la victoire à Díaz. Après quarante-cinq jours de détention, Madero est libéré, assigné à résidence surveillée. Mais il s'enfuit à San Antonio (Texas), dans la nuit du 5 au 6 octobre, et rédige le plan de San Luis Potosí au peuple mexicain déclarant nulles et non avenues les élections, promettant de rendre les terres confisquées aux paysans par la dictature et se nommant « président provisoire ».

Afin d'appuyer cette proclamation, un soulèvement populaire est appelé pour le 20 novembre. Le 13 novembre, par crainte de cet appel à l'insurrection, les autorités procèdent à une vague massive d'arrestations. Malgré cela, pendant les derniers mois de 1910 et au début de 1911, dans tout le pays, des groupes de paysans vont prendre les armes. Des dirigeants paysans et mineurs tels Francisco Villa, Emiliano Zapata, Pascual Orozco commencent à être connus dans le pays. Le début de la fin commence pour le régime en place. En février 1911, Madero rentre au Mexique. Le 10 mai, Ciudad Juárez tombe aux mains des insurgés, annonçant la chute imminente d'autres villes mexicaines. Le 21 mai, un compromis est signé entre Francisco Madero et le gouverne-

ment de Díaz. Ce dernier renonce à la présidence. En échange, Madero appelle à la dissolution des forces armées paysannes. Le 27 mai, Díaz embarque à Vera Cruz à bord du navire *Ipiranga* et part en exil à Paris.

Des élections sont convoquées en octobre 1911 pour désigner les gouverneurs d'Etat (le Mexique est un Etat fédéral) et pour élire les députés. Pour la première fois, ce sont des élections « effectives », c'est-à-dire sans fraudes, sans manipulations du pouvoir en place. Elles sont marquées par une forte participation. Les dispositions démocratiques de la Constitution de 1857 s'appliquent pleinement. La presse, libérée, foisonne de nouveaux titres. Avec la liberté d'association,

Leur leader, Emiliano Zapata, s'était imaginé qu'avec l'arrivée de Madero au pouvoir, la question agraire trouverait une solution définitive. Dans un texte en treize points, il propose qu'une loi agraire soit adoptée afin d'améliorer la condition du travailleur de la campagne.

Libéral bourgeois, partisan du système de la propriété privée des moyens de production, Madero temporise et cherche à gagner du temps. Les paysans qui l'ont soutenu reprennent les armes pour arracher ce qu'on tarde à leur accorder.

Le 28 novembre 1911, Zapata rend public son fameux plan d'Ayala, document historique qui va servir de base à la révolution. Les articles 6,

7, 8 et 9 de ce plan déclarent : « *Les terres, monts et eaux qui ont été usurpés par les grands propriétaires fonciers (...) seront désormais propriété des populations des villages ou des citoyens possédant les titres de propriété correspondants.* »

Pendant ce temps, le mouvement ouvrier s'est développé. En 1911 sont fondés la Confédération nationale des ouvriers du livre et le comité organisateur de la Confédération nationale des travailleurs.

En 1912 sera créée la « *Casa del obrero mundial* » (Maison de l'ouvrier mondial), qui forme des militants qui vont aller fonder dans

tout le pays de nouvelles organisations : l'Union minière mexicaine, la Confédération des syndicats ouvriers de la République mexicaine...

Washington, qui n'a pas réussi à empêcher les événements de prendre la tournure d'une véritable révolution, ne cache pas son désappointement et ses espoirs. L'ambassadeur américain, Harry Lane Wilson, écrit : « *La révolution n'est pas terminée, Madero tombera bientôt.* » Madero tomba bientôt, en effet. Mais pas dans le sens souhaité par les impérialismes.

Le courage et la détermination des travailleurs et des paysans mexicains en disposèrent autrement. C'est là une autre histoire, que relate avec brio l'écrivain prolétarien John Reed dans son livre *Le Mexique insurgé*.

Le courage et la détermination des travailleurs et des paysans mexicains en disposèrent autrement. C'est là une autre histoire, que relate avec brio l'écrivain prolétarien John Reed dans son livre *Le Mexique insurgé*.

Le courage et la détermination des travailleurs et des paysans mexicains en disposèrent autrement. C'est là une autre histoire, que relate avec brio l'écrivain prolétarien John Reed dans son livre *Le Mexique insurgé*.

Le courage et la détermination des travailleurs et des paysans mexicains en disposèrent autrement. C'est là une autre histoire, que relate avec brio l'écrivain prolétarien John Reed dans son livre *Le Mexique insurgé*.



Emiliano Zapata et Pancho Villa (au centre, en casquette) entrant à Mexico (Mexique), en décembre 1914.

Éclairage

Le «manifeste-programme» du Parti libéral mexicain de Ricardo Flores Magon (1^{er} juillet 1906)

Ricardo Flores Magon est une figure emblématique de la phase préparatoire de la révolution mexicaine.

Se définissant comme communiste-anarchiste, il est l'inventeur du slogan « *Terra y libertad* ». En 1903, il est contraint à l'exil aux Etats-Unis. Il y publie un journal clandestin, *Regeneracion*. Seul parmi les chefs révolutionnaires mexicains de l'époque, il se fixe comme objectif l'union des travailleurs (10 % de la population active) et des paysans (63 %).

En 1906, à la veille de la révolution, le programme du parti qu'il a fondé, le Parti libéral mexicain, comporte, entre autres, les points suivants :

- 1) Dans les écoles primaires, le travail manuel devra être obligatoire.
- 2) Les maîtres de l'enseignement primaire devront être mieux payés.
- 3) Les ejidos (*communautés agraires* – NDLR) et les terres en friches seront restituées aux paysans.
- 4) Fondation d'une banque agricole.

5) Les étrangers ne pourront acquérir des biens immobiliers, sauf s'ils acquièrent la nationalité mexicaine.

6) La journée de travail sera de huit heures et le travail des jeunes enfants sera interdit.

7) Un salaire minimum devra être fixé, tant à la ville qu'à la campagne.

8) Le repos dominical sera considéré comme obligatoire.

9) Les tiendas de raya (*magasins de vente* [1]) seront abolis sur tout le territoire.

10) Il devra être accordé des pensions de retraite et des indemnités pour les accidents du travail.

11) Une loi devra être édictée pour garantir les droits des travailleurs.

12) La race indigène devra être protégée.

(1) Ces magasins avaient été créés par la dictature. Les ouvriers et les paysans étaient payés en « bons d'achat » qui ne pouvaient être échangés que dans ces magasins. Il s'agissait d'un mécanisme attachant l'employé à son exploiteur, une sorte d'esclavage moderne.

10 numéros,
10 pays
en un siècle

La chute de Ben Ali, le 14 janvier 2011, à la suite de la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs durant plusieurs semaines, a ouvert une nouvelle étape de la situation mondiale. Une révolution ouvrière a commencé en Tunisie. Elle a mis au centre le rôle et la place des travailleurs avec leur organisation, l'UGTT, et avec les comités de défense de la révolution.

La Tunisie

Par Nasser Itihad

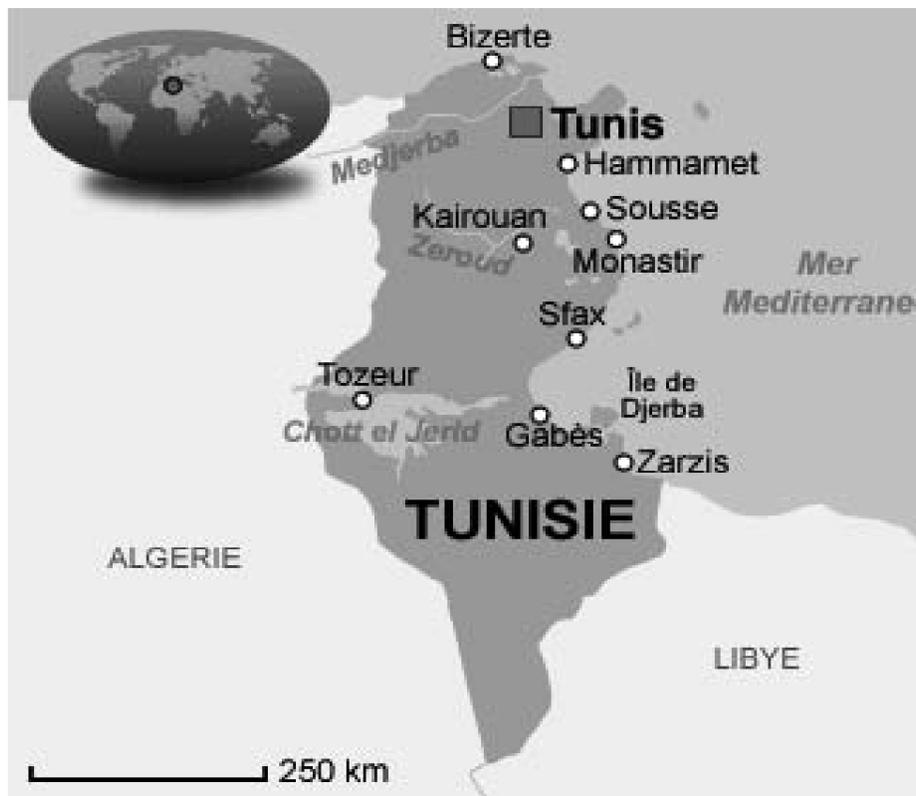
Au carrefour des deux bassins de la Méditerranée, l'ancienne Ifriqya et sa capitale Carthage étaient le territoire des guerres et des affrontements de l'Antiquité jusqu'à la fin du Moyen Âge (guerres puniques, guerres byzantines, conquêtes islamiques, conquête ottomane). Intégrée à l'Empire ottoman à la fin du XVI^e siècle, le Beylik de Tunis connaît pendant près de trois siècles une stabilité politique qui assurera le développement des activités artisanales et manufacturières. La bonneterie tunisienne connaît un essor qui dépassera les frontières de l'Empire ottoman. La coiffe tunisienne se vendra jusqu'en Prusse.

La conquête de l'Algérie et les convoitises déclarées par les grandes puissances européennes (France, Angleterre, Allemagne) sur l'Empire ottoman précipitent la mainmise de la France sur la régence de Tunis. Malgré les réformes entreprises par le Premier ministre Kheireddine Pacha pour moderniser l'appareil administratif et militaire du pays et le doter d'une institution d'enseignement moderne (collège Sadiki fondé en 1875), l'endettement du pays accélère l'entrée de cette province ottomane dans l'empire colonial français naissant (1881). La commission internationale de la dette publique qui s'installera pour assurer le remboursement des créances contractées par le bey à des taux d'intérêt prohibitifs (de l'ordre de 20 %), auprès des banques françaises principalement, sera l'instrument de la mise sous tutelle de toute l'économie du pays. Les terres « habous », c'est-à-dire inaliénables, indivisibles, propriété généralement des grandes tribus du pays, sont cédées aux colons. L'octroi de permis d'exploitation minière connaît, entre 1900 et 1920, une véritable explosion. La construction du réseau ferroviaire est achevée au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ce qui permettra d'assurer l'acheminement des minerais (fer, phosphate) vers les grands ports.

Ainsi, en l'espace de trois à quatre décennies, le paysage économique et social du pays est radicalement bouleversé. L'expropriation massive et la paupérisation des paysans les précipitent vers les grandes villes, et principalement Tunis, où se forment des bidonvilles, réservoirs d'une nouvelle main-d'œuvre pour les ports, les manufactures, les carrières, les transports, le bâtiment et tous les métiers journaliers.

Par ailleurs, tirant les leçons de son expérience algérienne et de cinquante ans de guerre pour la pacification du pays, la France se préoccupe de développer rapidement une politique d'enseignement qui supprime les écoles coraniques. La réussite des écoles franco-arabes est très rapide. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le pays compte plus d'une centaine de bacheliers, en dehors des nombreuses promotions de diplômés du collège Sadiki, dont beaucoup formeront les rangs du premier parti nationaliste en 1920, le parti constitutionnel destourien d'Abdelaziz Thaalbi, parti dont l'avocat Habib Bourguiba et la jeune garde nationaliste réformeront le programme en 1932 pour en faire l'instrument politique de la lutte pour l'indépendance.

Le développement de l'activité industrielle et manufacturière, de l'exploitation minière, du transport ferroviaire et portuaire donne naissance à une classe ouvrière aux origines diverses (autochtones, Maltais, Siciliens, Français). Les ouvriers tunisiens, à eux seuls, sont plus de 65 000 au lendemain de la Première Guerre mondiale. L'expérience de la lutte de classe au sein des syndicats de l'union départementale CGT a permis que se dégage une avant-garde révolutionnaire, qui, très rapide-



ment, prend la tête, dès la première grande bataille ouvrière pour l'égalité des salaires (la grève des dockers de Tunis et Bizerte, en août 1924), du combat pour la construction de la première confédération syndicale nationale. L'exigence de l'égalité des salaires comme celle de l'indépendance de la classe ouvrière tunisienne dans sa propre organisation sont diamétralement contradictoires avec le principe même de la colonisation. La confédération, qui naît en septembre 1924 (CGTT), fruit de la rencontre d'une jeune classe ouvrière et de cadres ouvriers aguerris à la lutte de classe au sein des syndicats de la CGT (Mokhtar El Ayari, Béchir Boudemgha...), de militants nationalistes (Tahar El Haddad), de démocrates révolutionnaires (M'hammed Ali el-Hammi), soutenus par des militants communistes (Robert Louzon, Jean-Paul Finidori), est très rapidement la cible de toutes les attaques menées par un cartel constitué des dirigeants de la CGT, de la SFIO et des nationalistes destouriens. La répression est à l'œuvre et tous les dirigeants sont emprisonnés et exilés. Mais la classe ouvrière tire les leçons de cette expérience historique pour construire, quelque vingt ans après, l'organisation syndicale qui unifiera jusqu'à aujourd'hui tous ses rangs : l'UGTT.

Farhat Hached (qui sera assassiné, le 5 décembre 1952, par les services secrets français), mais aussi le docker Mohamed Errai, les fonctionnaires Mohamed Khiari, Ahmed Ben Salah ou Cherifa Messadi, comme le mineur Hsouna Bettahar et le cheminot Ben Ghozzia, se battent avec énergie pour que la classe ouvrière tunisienne s'organise et défende ses propres revendications. Avec le Néo-Destour, l'UGTT est le fer de lance du combat pour l'indépendance nationale.

**1955-1978 :
une longue période
d'adaptation
aux exigences
du parti nationaliste
de Bourguiba**

En contraignant, au nom de l'union nationale, l'organisation syndicale à faire front avec lui pour les élections à l'Assemblée constituante, le Néo-Destour réussit à interdire à la classe ouvrière d'avoir sa propre représentation et d'avancer son propre programme pour l'Assemblée constituante de

1955. Toutes les orientations politiques de l'UGTT, pour les vingt ans qui vont suivre, sont inscrites dans ce cadre. Le rôle qui lui est dévolu par le Néo-Destour est de servir de tampon entre le gouvernement et la classe ouvrière. La grève générale de janvier 1978 remettra à l'ordre du jour l'indépendance de la classe ouvrière et signera le début de la fin du régime nationaliste destourien d'Habib Bourguiba. Dès lors, les crises politiques vont de pair avec les crises économiques. Le plan d'ajustement structurel de 1986, imposé par le FMI, assure l'étranglement de l'économie du pays. C'est la fin de trente ans de bourguibisme.

**Du coup d'Etat militaire
de Ben Ali
à l'éclatement
de la révolution
prolétarienne
de janvier 2011**

Bourguiba, le président légitimement élu, est destitué par le général Ben Ali le 7 novembre 1987, au nom de la démocratie et de l'ouverture. Celui-ci sera l'artisan de la dictature, de la répression la plus féroce qui frappe des milliers de militants, de la corruption élevée en système de gouvernement et de la dilapidation des biens de la nation dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne. Il sera salué par les plus grands dirigeants de la planète, depuis Jacques Chirac en passant par Nicolas Sarkozy et jusqu'à DSK, comme l'artisan du miracle économique de la Tunisie et de sa réussite, qui devrait être donnée en exemple à tous les pays « émergents ». La révolution prolétarienne qui part du cœur même où s'est exercée la répression sanginaire de Ben Ali ces dernières années (Sidi Bouzid, Kasserine, Metlaoui, Redeyef) embrase en quelques jours tout le pays. Toute la jeunesse, les travailleurs, les armées de chômeurs, les paysans pauvres se dressent avec leurs syndicats ouvriers, avec leurs comités de défense pour balayer le régime de la corruption, de la dictature, de l'enchaînement à l'impérialisme. Une page de l'histoire est en train de s'écrire, où le peuple opprimé combat pied à pied contre les forces de la réaction coalisées — le gouvernement Caïd Essebsi et ses soutiens impérialistes — pour arracher sa souveraineté sur son territoire et ses richesses. ■

Repères

- **1881** : Institution du protectorat français de Tunisie.
- **1905** : Création de la section départementale de la CGT. Création de la section de Tunisie de la SFIO à la veille de la Première Guerre mondiale.
- **1920** : Création de la section de Tunisie du Parti communiste, à la suite du Congrès de Tours.
- **1924** : Grève générale des dockers de Tunis et de Bizerte, qui s'étend aux tramways, cheminots, travailleurs des carrières, du tissage, de la bonneterie, etc. Fondation de la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT).
- **1925** : Interdiction de la CGTT et procès de ses cadres fondateurs, qui seront pour la plupart expulsés.
- **1927** : Fondation du parti nationaliste Destour par Abdelaziz Thaalbi.
- **1934** : Fondation du Néo-Destour par Habib Bourguiba.
- **1938** : Tentative de refondation de la CGTT, que les nationalistes du Néo-Destour font échouer.
- **1947** : Fondation de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) par Farhat Hached.
- **1952** : Assassinat, le 5 décembre, de Farhat Hached. Grève générale en Tunisie et au Maroc. Manifestations à Paris, à Stockholm, aux Etats-Unis...
- **1955** : L'UGTT adopte dans son congrès la nationalisation des biens coloniaux et la réforme agraire.
- **1956** : Proclamation de l'indépendance de la Tunisie le 20 mars. L'Assemblée constituante, à laquelle l'UGTT présente des candidats avec le Néo-Destour, détrône le bey et proclame une nouvelle Constitution.
- **1978** : Grève générale le 26 janvier. La répression fait plus de 500 morts. L'UGTT décide qu'aucun de ses dirigeants ne peut être investi de responsabilité au sein du Parti destourien. Habib Achour, dirigeant fondateur de l'UGTT, rompt définitivement avec ce parti.
- **1984** : « Grève du pain » contre l'augmentation des prix du pain et des produits de première nécessité.
- **1986** : Premier plan d'ajustement structurel imposé par le FMI.
- **1987** : Coup d'Etat du général Ben Ali. Destitution de Habib Bourguiba. Suppression de toutes les libertés démocratiques au nom de la lutte contre l'intégrisme. Arrestations et procès politiques.
- **1995** : Signature de l'accord d'association avec l'Union européenne, le 17 juillet, impliquant le démantèlement des barrières douanières à l'horizon de 2008.
- **2008** : Grève dans la cité minière de Redeyef, sous le mot d'ordre : « Non à la corruption ! Pour le droit au travail et à la dignité ! »
- **Décembre 2010** : Ouverture de la crise révolutionnaire, et fuite de Ben Ali, le 14 janvier 2011.

Dossiers/Arguments

Les institutions de la V^e République

La V^e République contre le mouvement ouvrier et la démocratie : un peu d'histoire

Par Gérard Bauvert

1 En mai et juin de l'année 1958, la IV^e République agonise

Les colons d'Algérie, les « ultras », passent à l'action pour imposer la continuation de la guerre d'Algérie.

Le régime de la IV^e République s'avère incapable de réaliser la modification des rapports internationaux et nationaux dont le capital financier français a besoin à la suite de la défaite française de Dien Bien Phu (Indochine) et de l'émergence de la guerre révolutionnaire d'Algérie.

L'impérialisme français cherche à maintenir ses positions dans les anciennes colonies en tentant d'opérer une transition de la domination directe à l'indépendance politique qu'il sait inéluctable.

L'unité nationale de la classe dominante est menacée par la crise qui secoue l'appareil d'Etat.

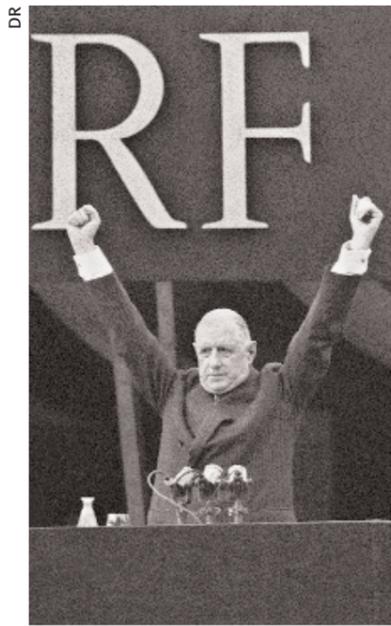
Les généraux en poste à Alger, avec les colons et les « ultras », entrent en conflit ouvert. Le conflit entre les intérêts particuliers des Européens d'Algérie et les besoins généraux de la bourgeoisie française arrive à son paroxysme.

2 En mars 1956, le PS et le PCF avaient voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement

Ces pouvoirs spéciaux visent à amplifier la mobilisation des jeunes pour les envoyer faire la guerre en Algérie.

En 1958, le PCF et le PS votent pour Pflimlin (démocrate-chrétien), qui devient chef du gouvernement.

La crise du régime, de l'Etat, est telle que, malgré les appareils, la classe ouvrière risque de s'engouffrer dans les brèches. Le principal dirigeant du PS, Guy Mollet, devient vice-président du Conseil. Le 15 mai 1958, de Gaulle se déclare prêt à « assurer les pouvoirs de la République ». L'hebdomadaire anglais *The Observer* relève : « Le gouvernement Pflimlin a obtenu une large majorité au Parlement. On lui a donné des pouvoirs considérables pour assurer l'ordre en France... Mais il n'a fait cela qu'en acceptant en partie les ordres des généraux rebelles en Algérie, qui continuent néanmoins à défier le pouvoir et



à bruyamment réclamer de Gaulle, et en promettant une Constitution qui, sur l'essentiel, est celle que réclame de Gaulle... »

3 De Gaulle prend le pouvoir à l'appel de la caste militaire

Au début, sa base de « masse », ce sont les « pieds-noirs » d'Algérie. En même temps, de Gaulle est intronisé par les hommes politiques de la IV^e République, dont le principal dirigeant de la SFIO, Guy Mollet, est couvert par la politique du PCF et des dirigeants de la CGT.

Pour « régler le problème colonial », de Gaulle doit se dresser contre sa base « de masse », les « pieds-noirs », et s'appuyer sur les dirigeants du mouvement ouvrier.

Il va mettre plusieurs années à casser la caste militaire (1958 à 1962) et à tenter de réunifier, de reconstruire l'Etat bourgeois, éclaté, autour de sa personne. La Constitution de 1958 est marquée par cette situation : le système bonapartiste qu'elle incarne est bâtarde. De Gaulle a été intronisé par l'Assemblée, il n'était pas « l'élu du peuple ». Il doit laisser une marge de manœuvre aux partis et aux syndicats précisément pour s'appuyer sur eux.

L'Assemblée nationale doit être transformée en théâtre d'ombres... Mais là encore, bien que réduit à un rôle subalterne, le Parlement croupion doit continuer à exister.

4 C'est dans ces conditions brièvement rappelées que la V^e République est née

Cette prétendue République, la V^e du nom, est née comme produit direct du putsch militaire du 13 mai 1958, utilisé par de Gaulle.

Les institutions réactionnaires de la V^e République sont marquées par le fait qu'il s'agit d'un bonapartisme de décadence, un bonapartisme bâtarde, incapable de détruire les organisations de la classe ouvrière. ■

La nature des institutions de la V^e République

1 Cette Constitution est réactionnaire non seulement en raison de ses origines, mais également par son contenu

Son architecture est conçue pour museler l'exercice des libertés démocratiques les plus utiles, les plus nécessaires au mouvement ouvrier.

Une Constitution reflète la réalité politique qui a présidé à son élaboration, elle est adaptée aux besoins de ses promoteurs, à leurs intentions. Si, en dernière analyse, l'architecture des institutions n'est pas décisive, il n'est pas non plus négligeable de savoir si dans une Constitution sont glissées des clauses qui permettent au mouvement ouvrier d'assurer son existence, son développement, et si, au contraire, elle contient des articles qui aident à sa destruction. Il n'est pas inutile de rappeler que la plus démocratique des Constitutions bourgeoises est faite, en définitive, pour préserver l'ordre capitaliste et le système de la propriété privée des moyens de production, et que les dispositions démocratiques qu'elle contient peuvent être violées.

2 La classe ouvrière et ses militants ne sauraient être indifférents aux formes politiques et institutionnelles que revêt la domination de la bourgeoisie

La Constitution gaulliste a deux buts essentiels : face à la véritable fracture de l'appareil d'Etat, assurer, sous les formes les plus conservatrices, la stabilité

de la domination du grand capital et faciliter l'offensive contre le mouvement ouvrier.

En effet, les pouvoirs du président de la République sont considérables.

Il nomme le chef du gouvernement, qui n'entre en fonction que par le bon vouloir du président ; il décide en réalité de l'ordre du jour de l'Assemblée, qu'il peut dissoudre à sa guise à tout moment.

Le Parlement est lui-même, de ce fait, un Parlement croupion, qui n'est pas maître de son ordre du jour et qui perd l'essentiel de ses droits en matière législative.

L'article 38, par exemple, autorise le gouvernement à prendre, après avis du Parlement, des mesures d'ordre législatif sous forme d'ordonnances.

3 L'article 15 marque le caractère bonapartiste et autoritaire de la Constitution

Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité du territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate, le président de la République est autorisé à prendre « les mesures imposées par les circonstances ».

Et ces « menaces graves », quelles sont-elles ? Une grève générale ne porte-t-elle pas atteinte aux institutions si, par exemple, le gouvernement lance un ordre de réquisition du secteur public ou nationalisé et que ceux-ci n'y répondent pas ?

C'est ce qui se passera en 1963 avec les grèves des mineurs (mars-avril), où de Gaulle perdra cette bataille.

Bien d'autres questions pourraient être relevées concernant les institutions de la V^e République.

4 En octobre 1962, de Gaulle organise un référendum en vue de réformer la Constitution

Il veut faire du président de la République « l'élu du peuple » en dehors et au-dessus du Parlement. Ce référendum vise à abaisser les partis et à se subordonner totalement l'Assemblée nationale.

De Gaulle obtient un succès.

Il progresse sur l'orientation d'établir un régime bonapartiste renforcé grâce au plébiscite.

Mais la question reste de briser la classe ouvrière, sa capacité de combat, pour intégrer et finalement parvenir à détruire les organisations syndicales...

On vient de le voir, la grève générale des mineurs de 1963 porte un coup majeur à l'objectif de De Gaulle, qui ne renoncera toutefois pas.

5 En 1969, au lendemain de la grève générale de mai-juin 1968, de Gaulle veut instaurer le corporatisme

De Gaulle veut instaurer un système corporatiste en soumettant par référendum un projet de Sénat intégrant les syndicats et la régionalisation.

Or de Gaulle est battu et il quitte le pouvoir sans être parvenu à l'intégration.

G. B. ■

